

D É C R E T

DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE EN CAS DE CATASTROPHE DANS LES COMTÉS D'ALBANY, DE BROOME, DE CAYUGA, DE CHENANGO, DE COLUMBIA, DE CORTLAND, DE DELAWARE, DE DUTCHESS, D'ESSEX, DE FULTON, DE GREENE, D'HAMILTON, D'HERKIMER, DE LEWIS, DE MADISON, DE MONTGOMERY, D'ONEIDA, D'ONONDAGA, D'ONTARIO, D'ORANGE, D'OSWEGO, D'OTSEGO, DE PUTNAM, DE RENSSELAER, DE SARATOGA, DE SCHENECTADY, DE SCHOHARIE, DE SCHUYLER, DE SENECA, DE SULLIVAN, DE TIOGA, DE TOMPKINS, D'ULSTER, DE WARREN, DE WASHINGTON, DE WAYNE, DE YATES ET DANS LES COMTÉS CONTIGUS

ATTENDU QUE, le 13 mars 2023 et les jours suivants, une tempête du nordet devrait créer des conditions dangereuses présentant un danger imminent pour les transports publics, les services publics, la santé publique et les systèmes de sécurité publique dans les comtés d'Albany, de Broome, de Cayuga, de Chenango, de Columbia, de Cortland, de Delaware, de Dutchess, d'Essex, de Fulton, de Greene, d'Hamilton, d'Herkimer, de Lewis, de Madison, de Montgomery, d'Oneida, d'Onondaga, d'Ontario, d'Orange, d'Oswego, d'Otsego, de Putnam, de Rensselaer, de Saratoga, de Schenectady, de Schoharie, de Schuyler, de Seneca, de Sullivan, de Tioga, de Tompkins, d'Ulster, de Warren, de Washington, de Wayne, de Yates, et dans les comtés contigus ;

ATTENDU QUE la tempête devrait produire jusqu'à 90 cm (trois pieds) de neige lourde et mouillée, des vents violents avec des rafales atteignant 70 km/h (45 MPH), et des inondations côtières et lacustres entraînant des fermetures de routes, des perturbations des déplacements, des pannes d'électricité généralisées et des dommages aux biens publics et privés, ce qui constitue une menace pour la santé et la sécurité publiques ;

PAR CONSÉQUENT, moi, KATHY HOCHUL, gouverneure de l'État de New York, en vertu de l'autorité qui m'est conférée par la Constitution de l'État de New York et la section 28 de l'article 2-B de la loi exécutive, je déclare par la présente qu'une catastrophe est imminente et que les gouvernements locaux concernés ne sont pas en mesure d'y répondre de manière adéquate. Par conséquent, je déclare par la présente une urgence de catastrophe d'État à compter du 13 mars 2023 à 20 h pour les comtés d'Albany, de Broome, de Cayuga, de Chenango, de Columbia, de Cortland, de Delaware, de Dutchess, d'Essex, de Fulton, de Greene, d'Hamilton, d'Herkimer, de Lewis, de Madison, de Montgomery, d'Oneida, d'Onondaga, d'Ontario, d'Orange, d'Oswego, d'Otsego, de Putnam, de Rensselaer, de Saratoga, de Schenectady, de Schoharie, de Schuyler, de Seneca, de Sullivan, de Tioga, de Tompkins, d'Ulster, de Warren, de Washington, de Wayne, de Yates, et pour les comtés contigus. Le présent décret est en vigueur jusqu'au 12 avril 2023 ; et

PAR AILLEURS, en vertu de la section 29 de l'article 2-B de la loi exécutive, j'ordonne la mise en œuvre du plan global de gestion des urgences de l'État et j'autorise, à compter du 13 mars 2023 à 20 h, les agences de l'État, en tant que besoin, et la Croix-Rouge américaine, à prendre les mesures appropriées pour protéger les biens de l'État ainsi que pour aider les collectivités locales et les personnes touchées à répondre à cette catastrophe et à s'en remettre, de même qu'à fournir toute autre assistance nécessaire pour protéger la santé et la sécurité publiques ;

EN OUTRE, cette déclaration satisfait aux exigences de 49 C.F.R. 390.23(a)(1)(A), qui prévoit une exemption des parties 390 à 399 des Federal Motor Carrier Safety Regulations (FMCSR). Cet allègement du FMCSR est nécessaire pour que les équipes puissent dégager les routes vitales et accélérer le déplacement des équipes de rétablissement de l'électricité dans l'État de New York ;

EN OUTRE, en vertu du pouvoir qui m'est conféré par la section 29-a de l'article 2-B de la loi exécutive de suspendre ou de modifier temporairement toute loi, loi locale, ordonnance, ordre, règle ou règlement, ou des parties de ceux-ci, si le respect de cette loi, cette loi locale, cette ordonnance, cet ordre, cette règle ou ce règlement empêche, entrave ou retarde les mesures nécessaires pour faire face à l'urgence de la catastrophe, je suspends ou modifie temporairement, pour la période allant de la date du présent décret au 12 avril 2023, les lois suivantes :

- Section 97-G de la loi sur les finances de l'État, dans la mesure où cela est nécessaire pour acheter des denrées alimentaires, des fournitures, des services et des équipements ou pour fournir divers services centralisés afin d'aider les collectivités locales touchées, les particuliers et d'autres entités non étatiques à répondre à l'urgence de la catastrophe et à s'en remettre ;
- la section 112 de la loi sur les finances de l'État, dans la mesure où elle est compatible avec l'article V, section I, de la Constitution de l'État, et dans la mesure nécessaire pour ajouter des travaux, des sites et du temps supplémentaires aux contrats de l'État ;
- la section 163 de la loi sur les finances de l'État et l'article 4-C de la loi sur le développement économique, dans la mesure où cela est nécessaire pour acheter des produits, des services, des technologies et des matériaux sans suivre les procédures normales de notification et de passation de marchés ;
- la section 136-a de la loi sur les finances de l'État, dans la mesure où cela est nécessaire pour combiner des services de conception et de construction dans un seul contrat et/ou pour obtenir des services de conception et d'inspection de la construction afin de répondre à l'urgence de la catastrophe et de s'en remettre ;
- La section 38 (1), (2) et (3) de la loi sur les routes, dans la mesure nécessaire pour autoriser l'attribution de contrats d'urgence ;
- Les sections 375, 385 et 401 du Vehicle and Traffic Law dans la mesure où l'exemption des véhicules valablement enregistrés dans d'autres juridictions des exigences relatives à l'immatriculation, à l'équipement et aux dimensions des véhicules est nécessaire pour aider à la préparation et à la réponse à l'urgence ;
- La section 359-a et la section 2879 de la loi sur les pouvoirs publics, dans la mesure où elles permettent à l'Autorité de gestion des autoroutes de l'État de New York d'acheter les biens et services nécessaires sans suivre les procédures normales de passation de marchés ; et
- La section 24 de la loi exécutive ; sections 104 et 346 de la loi sur les routes ; sections 1602, 1630, 1640, 1650 et 1660 de la loi sur les véhicules et la circulation ; section 14(16) de la loi sur les transports ; sections 6-602 et 17-1706 de la loi sur les villages ; section 20(32) de la loi générale sur les villes ; section 91 de la loi sur les villes de deuxième classe ; et section 107.1 du titre 21 des codes, règles et règlements de l'État de New York, dans la mesure où cela est nécessaire pour fournir à la gouverneure l'autorité nécessaire pour réglementer la circulation et le déplacement des véhicules sur les routes, les autoroutes et dans les rues.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau
privé de l'État dans la ville d'Albany ce
treizième jour de mars de l'année deux
mille vingt-trois.

PAR LA GOUVERNEURE

Secrétaire de la gouverneure